

19 mai 1999

Commission paritaire du commerce alimentaire

~~Projet de~~ protocole d'accord sectoriel 1999-2001 du A 9 mai 1999

1. Accord en matière d'emploi et de formation

Les partenaires sociaux de la Commission paritaire du commerce alimentaire signataires du présent accord entendent exécuter, dans le cadre sectoriel, l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998.

Les parties signent à cet effet un accord d'emploi et de formation dans le cadre de la section 4 - chapitre 2 de la loi du 26 mars 1999 concernant le Plan d'action Belge.

2. Emploi des groupes à risque

Les employeurs verseront en 1999 et 2000 une cotisation de 0,10 % de la masse salariale brute des ouvriers et ouvrières, destinée au fonds social et de garantie du commerce alimentaire.

Le produit de cette cotisation sera consacré au financement d'initiatives de promotion de l'emploi des groupes à risque, tels que définis par l'article 173 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales.

Les modalités de perception de la cotisation ainsi que les initiatives de promotion de l'emploi sont celles prévues par la convention antérieure en la matière, ainsi que celles qui pourront encore être fixées par le Conseil d'administration du Fonds social.

3. Formation professionnelle

Les entreprises augmenteront de 0,20 % de la masse salariale brute des ouvriers et ouvrières leurs efforts pour la formation professionnelle des ouvriers et ouvrières de l'entreprise, dans le cadre de l'accord interprofessionnel. Une information à ce sujet sera fournie au Conseil d'entreprise, dans le cadre de la Cct n° 9 du Conseil National du Travail.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux entreprises qui consacrent déjà 1,80 % de la masse salariale à la formation professionnelle, tel que visé par l'accord interprofessionnel.

brute

4. Salaires

Les salaires horaires barémiques ainsi que les salaires horaires réellement payés sont augmentés comme suit :

- au 1er juillet 1999 : de 3 F dans toutes les entreprises;
- au 1er juillet 2000 : de 2 F dans toutes les entreprises;
- au 1er décembre 2000 : de 2 F dans les entreprises occupant moins de 50 travailleurs et de 6 F dans les autres entreprises.

5. Primes d'ancienneté

Sauf dispositions équivalentes ou supérieures au niveau de l'entreprise, une prime d'ancienneté de 3 % est allouée aux ouvriers et ouvrières ayant 12 ans d'ancienneté dans l'entreprise, et ce à partir du 1er juillet 1999.

La grille des primes d'ancienneté se présente dès lors comme suit:

- 1 % après 4 ans d'ancienneté,
- 2 % après 8 ans d'ancienneté

EGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR. | 51.356 | COF1119

09 -07- 1999 | N°

22-05-1999

- 3 % après 12 ans d'ancienneté

6. Prime annuelle

Le montant de la prime annuelle est portée à 3.600 F à partir de 1999.

Les conditions et les modalités d'octroi restent inchangées.

7. Sécurité d'existence

Le Fonds social accordera aux ouvriers et ouvrières victimes d'un licenciement collectif tel que défini dans la CCT n° 10 du CNT une allocation complémentaire aux indemnités légales de 100 F par jour pendant la période des 120 premiers jours indemnisables suivant le licenciement collectif.

Le Fonds social accordera aux ouvriers et ouvrières victimes de chômage partiel (pour raisons économiques ou techniques) une allocation complémentaire à l'indemnité de l'ONEM de 100 F par jour pendant les 60 premiers jours indemnisables.

Ces avantages sont accordés à partir du 1er juillet 1999. Ils sont financés par la cotisation de base versée par les entreprises au Fonds social. Cette cotisation est portée de 0,15 % à 0,20 % de la masse salariale des ouvriers et ouvrières à partir du 1er avril 1999.

bruti

8. Prime syndicale

Le montant de la prime syndicale sectorielle est porté à partir du 1er janvier 2000 :
- pour les travailleurs actifs : de 3.500 F à 4.000 F pour une année complète d'occupation (de 290 à 333 F sur base mensuelle);
- pour les chômeurs de longue durée : de 1.800 F à 2.000 F pour une année complète (de 150 F à 167 F sur base mensuelle).

Les dispositions relatives à l'octroi de la prime syndicale aux ouvriers et ouvrières prépensionnés sont reconduites.

9. Financement de la formation syndicale

La cotisation particulière que les entreprises concernées paient au Fonds social pour assurer le financement de la formation syndicale est portée, par mandat-ouvrier effectif dans le Conseil d'entreprise, le comité de prévention et de protection et la délégation syndicale, de 3.350 F à 4.000 F en 1999 et de 4.000 F à 4.200 F en 2001.

L'intervention du budget général du Fonds social est portée, par mandat effectif, de 670 F à 800 F en 1999 et de 800 F à 840 F en 2001.

Le Conseil d'administration du Fonds social fixera les conditions et les modalités d'application.

10. Statut de la délégation syndicale

Dans l'article 6 de la convention collective de travail du 6 janvier 1982 fixant le statut de la délégation syndicale, il est précisé qu'une délégation syndicale peut être instituée dans les entreprises comptant de 20 à 149 ouvriers et ouvrières lorsque un tiers au moins de l'effectif des ouvriers et ouvrières est syndiqué avec un minimum de 10, et dans les entreprises comptant au moins 150 ouvriers ou ouvrières, lorsque au moins 50 ouvriers et / ou ouvrières sont syndiqués.

11. Prolongation des conventions antérieures

Les conventions relatives

- à la durée du travail des ouvriers et ouvrières chargés du transport, chargement et déchargement;
 - aux dérogations à la semaine de 5 jours;
 - à la prépension à partir de 56 ans;
 - à la prépension à partir de 58 ans;
 - à l'organisation de la garantie et des facilités de liquidation de l'indemnité de prépension;
 - aux heures supplémentaires
- sont prolongées.

La convention relative à l'interruption de la carrière professionnelle à temps plein est également prolongée, étant entendu que les dispositions conventionnelles relatives à l'interruption de la carrière professionnelle à mi-temps, prévues dans l'article 14 de la convention du 12 mai 1997 relative à la promotion de l'emploi, y seront incorporées pour les entreprises occupant plus de 50 travailleurs.

Il sera également demandé que l'Arrêté royal du 7 juillet 1997 fixant les délais de préavis des ouvriers et ouvrières du commerce alimentaire soit prorogé pour une durée indéterminée.

12. Négociations d'entreprise

Dans les entreprises occupant plus de 50 travailleurs, des négociations d'entreprises éventuelles seront limitées à la conversion de l'augmentation salariale de 6 F l'heure au 1er décembre 2000, en d'autres avantages légaux de nature quantitative. Une convention collective de travail éventuelle, dont le coût ne pourra en aucun cas dépasser 6 F l'heure, est à conclure avant le 1er novembre 1999.

13. Paix sociale

Les organisations des travailleurs s'engagent à ne pas poser d'autres revendications au niveau national, au niveau régional, ni au niveau des entreprises et de ne provoquer ni déclencher de conflit.

Les organisations d'employeurs et les entreprises individuelles s'engagent à n'accorder aucun avantage complémentaire ou autre qui dépasse l'application de la présente convention collective de travail. Elles s'engagent strictement à respecter les dispositions de la présente convention collective de travail.

14. Durée de l'accord

24 mois, c'est-à-dire du 1er avril 1999 au 31 mars 2001.

Annexe

Vêtements de travail : indemnités compensatoires à partir du 1er juillet 1999 :

- fourniture : 130 F/semaine (indivisible)
- entretien : 130 F/semaine (indivisible)

Déclaration

Les partenaires sociaux rappellent l'avis ^{unanime} qu'ils ont rendu le 13 janvier 1997 concernant la compétence de la commission paritaire du commerce alimentaire pour les entreprises ayant comme activité principale le stockage des denrées alimentaires et la préparation des commandes.

61

19 mei 1999

Paritair comité voor de handel in voedingswaren

~~Ontwerp~~ van protocol van sectorakkoord 1999-2001 van 19 mei 1999.

1. Akkoord inzake tewerkstelling en opleiding

De sociale partners van het Paritair comité voor de handel in voedingswaren die dit akkoord ondertekenen, zijn voornemens om in het sectoraal kader uitvoering te geven aan het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998.

De partijen ondertekenen hiertoe een tewerkstellings- en vormingsakkoord in het kader van sectie 4 - hoofdstuk 2 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan.

2. Tewerkstelling van risicogroepen

De **werkgevers** zullen in 1999 en 2000 een bijdrage storten van **0,10 %** van de bruto loonmassa van de arbeiders en de arbeidsters, bestemd voor het waarborg- en sociaal fonds voor de handel in voedingswaren.

De opbrengst van deze bijdrage zal besteed worden aan de **financiering** van initiatieven ter bevordering van de tewerkstelling van de risicogroepen, zoals **gedefinieerd** door artikel 173 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen.

De inningsmodaliteiten van de bijdrage alsook de initiatieven ter bevordering van de tewerkstelling zijn deze die vastgesteld werden door de vroegere overeenkomst terzake, alsook deze die nog vastgesteld kunnen worden door de Raad van bestuur van het Sociaal fonds.

3. Beroepsopleiding

De ondernemingen zullen, in het kader van het interprofessioneel akkoord, hun inspanningen voor de beroepsopleiding van de arbeiders en arbeidsters van de onderneming met 0,20 % van de bruto loonmassa opdrijven. In het kader van CAO nr. 9 van de Nationale **arbeidsraad** zal hierover informatie verstrekt worden aan de Ondernemingsraad.

Deze bepalingen zijn niet van toepassing op de ondernemingen die reeds 1,8 % van de bruto loonmassa besteden aan de **beroepsopleiding**, zoals voorzien in het interprofessioneel akkoord.

4. Lonen

De baremieke uurlonen en de **reëel** betaalde uurlonen worden in **alle** ondernemingen verhoogd als volgt :

- op 1 juli 1999 : met 3 fr. in **alle** ondernemingen;
- op 1 juli 2000 : met 2 fr. in **alle** ondernemingen;
- op 1 december 2000 : met 2 fr. in de ondernemingen die minder dan 50 werknemers tewerkstellen en met 6 fr. in de andere ondernemingen.

5. Anciënniteitspremies

Behoudens gelijkwaardige of hogere bepalingen op het niveau van de onderneming, wordt een **anciënniteitspremie** van 3 % toegekend aan de arbeiders en arbeidsters die 12 jaar anciënniteit hebben in de onderneming, en dit vanaf 1 juli 1999.

De schaal van de anciënniteitspremies ziet er bijgevolg als volgt uit :

- 1 % na 4 jaren anciënniteit
- 2 % na 8 jaren anciënniteit
- 3 % na 12 jaren anciënniteit

VERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	
22 -06- 1999	09 -07- 1999	51.356 / COF 1119
		ML Vf

6. Jaarlijkse premie

Het bedrag van de Jaarlijkse premie wordt vanaf 1999 op 3 600 fr. gebracht.

De **toekenningsvoorwaarden** en **-modaliteiten** blijven ongewijzigd.

7. Bestaanszekerheid

Het **Sociaal** fonds zal de **arbeiders** en **arbeidsters** die het slachtoffer zijn van een collectief ontslag zoals **gedefinieerd** in CAO nr. 10 van de Nar een aanvullende vergoeding op de wettelijke uitkeringen toekennen van 100 fr. per dag gedurende de periode van de eerste **120** dagen na het collectief ontslag die in aanmerking **komen** voor vergoeding.

Het Sociaal fonds zal de arbeiders en **arbeidsters** die het slachtoffer zijn van gedeeltelijke **werkloosheid** (om economische en technische redenen) een aanvullende vergoeding op de RVA-uitkering toekennen van 100 fr. per dag gedurende de eerste 60 dagen die in aanmerking komen voor vergoeding.

Deze voordelen worden toegekend vanaf 1 **juli** 1999. Zij **worden gefinancierd** door middel van de basisbijdrage die de **ondernemingen** betalen aan het Sociaal fonds. Vanaf 1 **april** 1999 wordt deze bijdrage verhoogd van 0,15 % **tot** 0,20 % van **de** **loonmassa** van de arbeiders en arbeidsters.

8. Syndicale premie

Het bedrag van de sectorale syndicale premie wordt vanaf 1 januari 2000 verhoogd :

- voor de actieve werknemers : van 3 500 fr. **tot** 4 000 fr. voor een volledig jaar van tewerkstelling (van 290 **tot** 333 fr. op maandbasis);
- voor de langdurig werklozen : van 1 800 fr. **tot** 2 000 fr. voor een volledig jaar (van 150 fr. **tot** 167 fr. op maandbasis).

De bepalingen betreffende de toekenning van de syndicale premie aan de bruggepensioneerde arbeiders en de arbeidsters worden verlengd.

9. Financiering van de syndicale **vorming**

De bijzondere bijdrage die de **betrokken** ondernemingen aan het Sociaal fonds betalen voor de **financiering** van de syndicale vorming wordt per effectief arbeidersmandaat in de Ondernemingsraad, het comité voor preventie en beveiliging en de syndicale afvaardiging, gebracht van 3 350 fr. op 4 000 fr. in **1999** en van 4 000 fr. op 4 200 fr. in **2001**.

De tussenkomst van het algemeen budget van het Sociaal fonds wordt per effectief mandaat gebracht van 670 fr. op 800 fr. in **1999** en van 800 fr. op 840 fr. in **2001**.

De Raad van bestuur van het Sociaal fonds zal de toepassingsvoorwaarden en -modaliteiten bepalen.

10. Statuut van de syndicale afvaardiging

In artikel 6 van de collectieve **arbeidsovereenkomst** van 6 januari 1982 **tot** vaststelling van het statuut van de syndicale afvaardiging, wordt gepreciseerd dat een syndicale afvaardiging ingesteld kan worden in de ondernemingen die twintig **tot** 149 arbeiders of arbeidsters tellen wanneer minstens een derde van het effectief van de arbeiders en arbeidsters aangesloten is bij een vakbond, met een minimum van 10 en in de ondernemingen die minstens 150 arbeiders of arbeidsters tellen, wanneer minstens 50 **arbeiders** ^{of} arbeidsters bij een vakbond aangesloten zijn.

11. Verlenging van vroegere overeenkomsten

De overeenkomsten betreffende

- de arbeidsduur van de arbeiders en arbeidsters die belast zijn met het **vervoeren**, het **laden** en het **lossen**;
 - de afwijkingen op de 5-dagenweek;
 - het brugpensioen vanaf 56 jaar;
 - het brugpensioen vanaf 58 jaar;
 - de organisatie van de waarborg en de faciliteiten van betaling van de brugpensioenvergoeding;
 - de overuren
- worden verlengd.

De overeenkomst **betreffende** de voltijdse loopbaanonderbreking **wordt** eveneens verlengd, met dien verstande dat de conventionele bepalingen in verband met **halfzijdse loopbaanonderbreking**, voorzien in artikel 14 van de overeenkomst van 12 **mei** 1997 betreffende de **bevordering** van de **tewerkstelling**, hierin opgenomen zullen worden voor de ondernemingen die **meer** dan 50 werknemers tewerkstellen.

Er **zal** ook gevraagd worden het koninklijk besluit van 7 **juli** 1997 **tot** vaststelling van de **opzegtermijnen** van de arbeiders en arbeidsters van de **handel** in voedingswaren, voor **onbepaalde** duur te verlengen.

12. Bedrijfsonderhandelingen

In de ondernemingen met meer dan 50 werknemers zullen de eventuele bedrijfsonderhandelingen beperkt blijven **tot** het omzetten van de loonsverhoging met 6 fr. per uur op 1 **december** 2000 in andere **wettelijke** kwantitatieve voordelen. Een eventuele collectieve **arbeidsovereenkomst**, waarvan de kost in geen **geval** hoger mag liggen dan 6 fr. per uur, **moet vóór** 1 **november** 1999 gesloten worden.

13. Sociale vrede

De werknemersorganisaties verbinden zich **ertoe** om geen andere eisen te stellen op nationaal **niveau**, regionaal **niveau**, **noch** op het niveau van de ondernemingen, en om geen **conflictit** te **lokken** of te ontketenen.

De werkgeversorganisaties en de individuele ondernemingen verbinden zich ertoe om geen **enkel** aanvullend of ander voordeel **toe** te kennen dat verder gaat dan de toepassing van onderhavige collectieve **arbeidsovereenkomst**. Zij verbinden zich er strikt toe om de bepalingen van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst na te **leven**.

14. Duur van het akkoord

24 maanden, dit **wil** zeggen van 1 **april** 1999 tot 31 maart 2001.

Bijlage

Arbeidskledij : compensatievergoedingen vanaf 1 juli 1999:

- levering : 130 fr./week (ondeelbaar)
- onderhoud : 130 fr./week (ondeelbaar)

Verklaring

De sociale partners herinneren aan ^{unaniem} het **advies** dat zij uitbrachten op 13 januari 1997 in verband met de **bevoegdheid** van het Paritair comité voor de handel in voedingswaren voor de ondernemingen die de opslag van voedingswaren en de voorbereiding van bestellingen **alshoofd**activiteit hebben.